



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté N° **R03-2025-08-13-00001**

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas
du projet de construction d'une cale de mise à l'eau à Rémire-Montjoly
en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

LE PRÉFET

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, et son annexe 3 ;

VU les articles L. 122-1 et suivants, R. 122-2 et suivants du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Antoine POUSSIER, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU le décret du 16 mai 2024 portant nomination de Mme Florence GHILBERT en qualité de Secrétaire Générale des Services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté du 15 juillet 2021 portant nomination de M. Ivan MARTIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2025-06-25-00002 du 25 juin 2025 portant délégation de signature à M. Ivan MARTIN, Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2025-06-26-00003 du 26 juin 2025 portant subdélégation de signature de M. Ivan MARTIN, directeur général des territoires et de la mer de Guyane, à ses collaborateurs ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée par le Service d'Infrastructure de la Défense (SID) - Direction d'infrastructure de la défense de Cayenne, relative au projet de création d'une cale de mise à l'eau pour la base navale de Dégrad des Cannes, sur la commune de Rémire-Montjoly, et déclarée complète le 22 juillet 2025 ;

Considérant que le projet, relevant de la rubrique 9 de l'annexe au R122-2 du Code de l'environnement, relative aux installations portuaires, consiste à créer une cale de mise à l'eau strictement réservée aux forces armées implantées à la base navale de Dégrad des Cannes ;

Considérant que le projet est situé sur les berges du fleuve Mahury à environ 4 km à l'intérieur du littoral,

- en zone naturelle et forestière, au titre du PLU (Plan Local d'Urbanisme),
- au titre du SCoT (Schéma de Cohérence Territorial), en « autres espaces naturels et espaces naturels remarquables du littoral », à proximité immédiate d'une continuité hydrobiologique (le Mahury),
- au titre du SAR (Schéma d'Aménagement Régional), en espace naturel de conservation durable, et en partie sur un réseau hydrographique principal (le Mahury), défini comme corridor aquatique,
- en contiguïté avec une zone rouge de recul du trait de côte au titre du Plan de Prévention des Risques Littoraux, et en zone de risque inondation et submersion marine au titre du Territoire à Risques d'Inondation (TRI),
- dans la zone d'application de la bande littorale, en limite du Schéma de Mise en Valeur de la Mer, et au sein du Domaine Public Maritime,
- en partie sur la ZNIEFF marine de type 1 « Fleuve Mahury » et sur la ZNIEFF marine de type 2 « bande côtière », présentant des habitats à très faibles et faibles enjeux de conservation mais de nombreuses espèces protégées avec ou sans leur habitat (Dauphins de Guyane, Lamantins, Tortues marines verte, olivâtre et luth, mérou géant, buse à tête blanche, Macagua rieur, Saltator Gris et Petit Chevalier) ;

Considérant que le projet consiste à la mise en œuvre :

- d'une voie d'accès en béton armé, de 91 m de long et 5 m de large, reliant l'aire de manœuvre au portail présent sur le quai existant,
- d'une voirie et d'une aire bétonnées, d'une surface d'environ 500 m², pouvant servir de manœuvre pour les véhicules et stockage provisoire de matériels, bordées par des palplanches,
- d'une cale de mise à l'eau bétonnée, d'une pente d'environ 10 %, avec la mise en place d'un tablier en béton armé, qui sera fixé sur la structure de la cale et muni de fentes permettant l'évacuation rapide des eaux et qui permettra l'accostage, la mise à l'eau des embarcations directement sur la base navale de Dégrad des Cannes, et le déchargement de matériels,
- d'ouvrages et d'aménagements portuaires essentiels au bon fonctionnement de cette zone par les forces armées en Guyane,

Considérant que le projet occasionnera :

- des travaux de terrassement sur berges dont les voiries et l'aire de manœuvre, et en zone de marnage via les pieux,
- le battage des pieux coulés de 60 cm de diamètre afin d'accueillir la structure de la cale de mise à l'eau et l'enfoncement des palplanches, dont la profondeur est estimée à 5 m.

Considérant que le pétitionnaire s'engage à :

- une gestion adaptée des eaux pluviales, en phase de travaux et d'exploitation, comprenant un dispositif de collecte, de stockage et de traitements, et des ouvrages provisoires de rétention, afin d'éviter tout rejet de matières en suspension et autres polluants dans le milieu récepteur,
- définir des zones de stockage des produits polluants, mettre à disposition des kits anti-pollution et mettre en œuvre un plan de prévention en cas de pollution accidentelle afin de limiter les impacts sur le milieu naturel,
- stocker, entretenir, réparer et nettoyer les engins de chantier et tout autres véhicules, sur des aires spécifiques étanches, aménagées loin des cours d'eau et des zones sensibles,
- mettre en place en phase de travaux, des ouvrages pour protéger les zones de travaux contre les marais, à éviter au maximum les travaux en zones humides et tout impacts sur la flore et la faune de ces milieux,
- appliquer un protocole de surveillance visuelle des mammifères marins, par un expert écologue, en délimitant des zones de surveillance allant jusqu'à 1,5 km en partant de la source d'émission du bruit, avant début des travaux et avec un suivi écologique durant tout le chantier,
- adapter les phases de travaux de manière à protéger la faune aquatique (chantiers hors période de pontes des tortues ou vérification de pontes de tortues ou d'oiseaux à enjeux avant le début des travaux) et à appliquer une procédure de protection adaptée,
- adapter le spectre lumineux d'éclairage du chantier pour ne pas impacter les tortues marines lors des pontes ou en cas d'émergence, et interdire l'éclairage nocturne sur le chantier,
- effectuer un balisage, par un expert écologue, des espaces et espèces sensibles, présentant un enjeu, qui seront relevés lors des visites de chantier, avant le début du chantier puis à raison de 2 fois par mois, et à sensibiliser les équipes de chantier sur ce sujet,
- réduire les risques sonores pour la faune marine (Lamantins, Sotalies et Tortues Marines) grâce au protocole Soft-start ou Ramp-up, en augmentant de manière progressive les nuisances, jusqu'à l'atteinte de la puissance maximale, de manière à faire fuir les animaux susceptibles d'être impactés,
- utiliser une méthode d'effarouchement spécifiques afin de faire fuir les Sotalies et les Lamantins de la zone de chantier,
- lutter contre les espèces exotiques envahissantes, notamment *Urochloa maxima*, via le nettoyage des machines et le stockage intermédiaire des déblais afin de ne pas propager cette espèce ;

Considérant que, d'après les éléments du dossier, notamment les mesures d'évitement et de réduction annoncées, ce projet prend en compte les enjeux environnementaux présent et limite les risques d'impacts négatifs majeurs sur l'environnement naturel et humain ;

Sur proposition du directeur général des territoires et de la mer de Guyane,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le Service d'Infrastructure de la Défense (SID) - Direction d'Infrastructure de la défense de Cayenne, est exempté de la réalisation d'une étude d'impact pour le projet de création d'une cale de mise à l'eau pour la base navale de Dégrad des Cannes, sur la commune de Rémire-Montjoly.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le directeur général des territoires et de la mer de Guyane est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 13/08/25

Pour le préfet,
Le Directeur général des territoires
et de la mer


Ivan MARTIN

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif :

* soit gracieux auprès du Préfet de la Guyane – Rue Fiedmond, BP 7008, 97 307 Cayenne Cedex.

* soit hiérarchique auprès du ministre de la Transition Écologique et Cohésion des Territoires – Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia 92055 La Défense – dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

L'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Tout recours administratif doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guyane – 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite de rejet en cas de recours administratif.

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

